

Signature d'un accord de partenariat entre le FCE et l'UNITAR



Page 2

Ali Haddad : «La voie de la croissance est l'économie verte»

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3702 - Mardi 27 octobre 2015 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Rapatriement de près de 300 réfugiés nigériens

Page 2

Le général-major Menad Nouba à l'ouest du pays

Gendarmerie : priorité au travail d'investigation

Page 2

Le jeu des alliances

Par Mohamed Habili

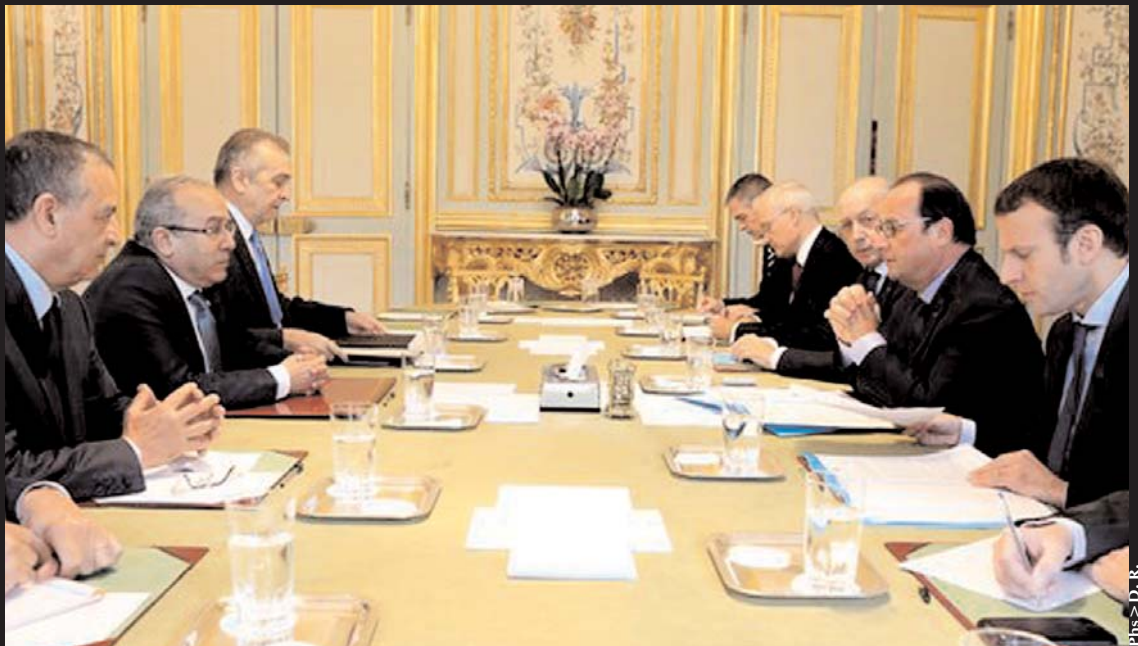
Il y a encore peu, il semblait qu'un rapprochement était en train de s'opérer entre les parties prenantes, régionales et non régionales, au conflit syrien, et que la seule divergence qui empêchait qu'un accord se conclue entre toutes avait pour nom Bachar Al Assad. Encore convient-il de faire remarquer que même à cet égard on avait l'impression que les lignes bougeaient, qu'un compromis prenait forme entre les pays qui faisaient de son départ le préalable à toute solution politique et ceux qui au contraire considéraient son maintien à la tête de l'Etat syrien comme la condition de sauvegarde de ce dernier. Un moyen terme se dessinait, à ce qu'il semblait tout au moins, entre ces deux positions diamétralement opposées en vertu duquel le président syrien restait à son poste, mais à titre provisoire, le temps de mettre en place un nouveau régime en Syrie, tâche censée s'accomplir en quelques mois seulement, un semestre tout au plus. Toutes les puissances occidentales s'étaient à ce moment prononcées en ce sens. Aucune, pas même la France, qui avait fini par s'en faire une raison, sous la pression allemande notamment, ne voyait plus d'inconvenient majeur à ce qu'Al Assad participe à la transition. C'était compter sans les monarchies du Golfe, et en premier lieu de l'Arabie saoudite, qui ont vite compris qu'un Assad associé à la transition, c'est un Assad qui s'en trouvera renforcé non affaibli par l'épreuve, et qui en conséquence sera d'autant moins disposé à s'en aller après cela.

Suite en page 3

Lamamra qualifie les relations algéro-françaises de «très bonnes»

Alger et Paris dépassent les faux problèmes

● Signature de 9 accords



Plus > D. R.

Le rapprochement entre l'Algérie et la France se poursuit en vue d'arriver à un partenariat d'exception comme souhaité par les Présidents des deux pays dans la Déclaration d'Alger signée en 2012 par le Président Bouteflika et son homologue français François Hollande. Lire page 3

Report du transfert de la faculté des sciences exactes de Béjaïa

La tension monte chez les habitants d'Amizour

Page 4

20^e Salon international du livre d'Alger Moins d'exposants étrangers et réduction du budget

Page 13

Signature d'un accord de partenariat entre le FCE et l'UNITAR

Ali Haddad : «La voie de la croissance est l'économie verte»

■ Pour encourager l'entrepreneuriat des jeunes, le Forum des chefs d'entreprise a signé hier un mémorandum d'entente avec l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, UNITAR.

Par Meriem Benchaouia

«**C**et accord sera donc d'un apport indéniabla pour améliorer les capacités de nos cadres à relever les grands défis, car l'essence même des activités de cette structure onusienne est tout à fait compatible avec les valeurs de notre association et avec notre vision sur de nombreuses questions telles que le développement durable, la responsabilité sociétale des entreprises, l'entrepreneuriat des jeunes et la formation», a déclaré Ali Haddad, président du FCE. Selon lui, le FCE a d'ores et déjà entrepris des initiatives dont les objectifs se rapprochent de ceux des actions menées par l'UNITAR. Il a évoqué, dans ce sens, l'économie verte et son rôle dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Le président du FCE estime qu'il ne peut y avoir de croissance économique durable dans notre pays sans tenir compte des questions environnementales. Il dira que l'économie verte «est un vivier d'opportunités pour les investisseurs,



que ce soit en matière d'énergies renouvelables, de recyclage des déchets, de traitement de l'eau ou des systèmes garantissant une efficacité énergétique dans le bâtiment». «Ce sont là autant de possibilités dont il faut promouvoir la réalisation par des mesures incitatives car leur développement permettra de créer un nombre non négligeable d'em-

ploi tout en préservant la nature», a-t-il ajouté. Dans ce cadre, une étude prospective inhérente à «un plan d'émergence de l'Algérie 2020-2030» est initiée et des actions concordantes sont déjà entreprises. Par ailleurs, Ali Haddad a mis l'accent sur le plaidoyer pour «l'émergence de l'économie algérienne», que des experts avaient élaboré et qui

avait été remis aux autorités au mois de juillet. Il a expliqué, à cet effet, que ce document propose des mesures urgentes afin de gagner la bataille de la croissance et remporter le défi de la diversification de l'économie nationale. «Nous avons aussi proposé l'élaboration d'un plan émergence qui hissera l'Algérie dans le concert des nations puis-

santes et stable économiquement. Nous ne pouvons continuer à avoir un modèle économique basé essentiellement sur l'utilisation des ressources naturelles», a-t-il déclaré. Il a évoqué ensuite «Jil FCE», une structure qui représentera la nouvelle génération d'entrepreneurs. «Le lancement de cette entité a suscité un grand engouement auprès de nos jeunes. Elle sera adossée à un fonds d'investissement dédié exclusivement aux jeunes entrepreneurs auxquels nous comptons apporter aussi bien un appui financier qu'un accompagnement managérial et technique», a ajouté M. Haddad. En outre, le FCE qui veut s'investir dans la promotion de l'entrepreneuriat, envisage de mettre en place un incubateur d'entreprises qui ciblera essentiellement les startups. Pour sa part, le sous-secrétaire général des Nations unies et DG de l'UNITAR, Nikhil Seth, a assuré que cet accord porte sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de formation visant à renforcer les compétences des cadres des entreprises membres dans plusieurs domaines.

M. B.

Le général-major Menad Nouba à l'ouest du pays

Gendarmerie : priorité au travail d'investigation

Après le sud et l'est du pays, le patron de la gendarmerie s'attaque à la sécurisation de la région ouest des risqués liés aux diverses menaces et activités criminelles et de la contrebande avec le Maroc. Ainsi, le général-major s'est rendu à l'ouest du pays, une zone à risque où la contrebande et le phénomène de l'immigration clandestine ont pris des proportions incontrôlables. La fermeture des frontières ne semble pas avoir découragé les barons de la contrebande qui se sont spécialisés, chacun dans un créneau ciblé. La drogue continue toujours à entrer sur le territoire, inondant le marché local et faisant de l'Algérie un chemin de transit vers l'Europe, alors que le carburant local se déverse continuellement sur le territoire chérifien provoquant une réelle saignée du produit. L'autre phénomène frontalier réside dans le nombre d'immigrants africains qui se retrouvent à errer du côté des villes frontalières. Cette tournée du général-major vise à actualiser les plans de lutte et à les adapter aux impératifs de la lutte contre le crime organisé transfrontalier.

Elle a également pour but de s'enquérir des conditions de modernisation des unités des gardes-frontières, «appelées prochainement à être renforcées par des moyens humains et de nouveaux équipements» dans le cadre

du développement du dispositif préventif de la sécurité frontalière pour faire face aux réseaux de contrebande et d'immigration clandestine qui adoptent différentes manières et méthodes de temps à autre. Intervenant après avoir écouté les rapports inhérents aux résultats enregistrés, Menad Nouba a mis l'accent sur les avancées constatées, mais aussi les attentes de ce corps d'armée qualifié et qui répond aux objectifs tracés par le Haut-commandement de la Gendarmerie nationale, entre autres, le renforcement de la sécurité aux frontières ouest. A partir de l'ouest du pays, le déplacement du général-major a visé l'évaluation des plans opérationnels mis en place pour la sécurité des frontières et l'adaptation des moyens et orientations à la conjoncture sécuritaire actuelle sur la bande frontalière. C'est, entre autres, pour la mise en service de nouvelles infrastructures et le lancement des travaux pour d'autres à la frontière ouest, à Oran, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès et Tlemcen, à l'instar des autres frontières terrestres, toutes inspectées et renforcées, que le patron de la gendarmerie a effectué ce déplacement à l'ouest du pays. A l'occasion, le patron de la Gendarmerie nationale a donné de nouvelles orientations et directives versant essentiellement dans le déploiement de

toutes les énergies pour la sécurisation infaillible des frontières, du territoire, des personnes et des biens. Il a insisté sur la préservation de la sécurité et de l'intégrité du territoire pour mettre en échec toutes les menaces et l'activité criminelle pour la poursuite de la lutte contre la contrebande et le crime sous toutes ses formes. A l'occasion, le général-major a exhorté ses états-majors à redoubler de vigilance pour déjouer les tentatives des groupes criminels aux frontières. Le patron de la gendarmerie a insisté sur le travail d'investigation et le renforcement des enquêtes criminelles ainsi que le dispositif préventif en vue d'élucider le maximum d'affaires criminelles. Avant, le patron de la GN a inspecté plusieurs projets d'infrastructures au commandement régional à Oran, à l'image du projet de construction d'un siège de commandement du 2^e CRGN d'Oran. Il a inspecté également le nouveau siège de groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Mostaganem. A la fin de sa visite, le patron de la Gendarmerie nationale a procédé à l'inauguration d'une nouvelle unité de sécurité et d'intervention (SSI) à Sidi Khaled, à Sidi Bel-Abbès, en vue du renforcement des unités territoriales. En marge de cette visite d'inspection, Menad Nouba a présidé, hier, une réunion avec les officiers supérieurs opérationnels du 2^e

commandement régional de la GN d'Oran. Objectif : tracer une feuille de route pour la lutte contre la criminalité, notamment le narcotrafic, la contrebande et l'immigration clandestine. La visite effectuée par le général-major à l'ouest avait, en outre, pour objectif de s'informer sur le terrain de la maîtrise des différentes missions assignées à ce corps militaire et la disponibilité de ses hommes pour faire face à toutes menaces. Les unités des gardes-frontières ont déjà élaboré des stratégies de lutte contre le phénomène de la contrebande, en coordination avec les brigades et les sections territoriales de la gendarmerie concernant les wilayas frontalières, en s'appuyant sur les patrouilles pédestres et motorisées, soutenues par des survols d'hélicoptères qui ont contribué à contrôler et intercepter les mouvements de contrebandiers sur les frontières.

Plus de 100 réseaux criminels démantelés

Ces actions se sont soldées par la mise en échec de plusieurs tentatives d'introduction, dans le territoire national, d'importantes quantités de kif traité provenant du Maroc. En effet, ces mêmes unités ont réussi à démanteler 103 réseaux criminels activant dans la région, dont 44 narcotrafiquants. En outre, les services de

la Gendarmerie nationale, à travers les activités de ses unités territoriales et de gardes-frontières, ont déjoué plusieurs tentatives de trafic de kif vers l'Algérie par la bande frontalière, selon un bilan des neuf premiers mois de 2015 concernant les wilayas de l'ouest du pays, avec la saisie de 38 479 755 kg de kif traité. Le bilan régional (12 wilayas de l'ouest) reste toujours inquiétant avec 6 051 affaires de droit commun et 3 180 de crime organisé. Ces affaires ont conduit à l'arrestation de 17 094 personnes, dont 5 393 ont été écrouées. Pour les homicides volontaires, l'on apprend que 73 affaires ont été enregistrées par les mêmes unités.

Oran et Tlemcen ont enregistré le taux le plus élevé de cas d'homicide avec 15 faits, suivis de la wilaya de Mascara (12) et de Tiaret et Mostaganem avec 9 faits. Selon les enquêteurs de la GN, la majorité des cas d'homicides perpétrés sont liés aux querelles, rixes et vengeance dans un premier degré, et aux problèmes familiaux et à l'héritage dans un second degré. Selon les mêmes services, il a été relevé d'autres cas d'homicides associés à d'autres délits (agression, vol et cambriolage).

De notre envoyée spéciale à Mostaganem
Louiza Ait Ramdane

Lamamra qualifie les relations algéro-françaises de «très bonnes»

Alger et Paris dépassent les faux problèmes

■ Le rapprochement entre l'Algérie et la France se poursuit en vue d'arriver à un partenariat d'exception comme souhaité par les Présidents des deux pays dans la Déclaration d'Alger signée en 2012 par le Président Bouteflika et son homologue français François Hollande.

Par Nacera Chennafi

En dehors de la réunion de la 3^e session du Comité mixte économique algéro-français (COMEFA) débuté hier à Paris, le déplacement du ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra et du ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, a eu un cachet politique avec l'audience accordée aux deux membres du gouvernement algérien par le Président français, François Hollande.

A cette occasion, le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra a remis au Président Hollande, un message écrit du Président Bouteflika au chef de l'Etat français. Selon Lamamra ce message porte «sur les relations bilatérales et l'échange de points de vue sur les questions internationales d'intérêt commun».

Le MAE algérien n'a pas donné plus de détails sur le contenu du message mais il a affirmé que les relations algéro-françaises sont de très «bonne qualité». L'audience que m'a accordée le Président français François Hollande traduit la très bonne qualité des relations entre les deux pays et la volonté des deux chefs d'Etat dans la mise en œuvre d'un partenariat d'exception, selon les propos rapportés par l'APS. Avec ces déclarations de Lamamra, l'incident de la fouille du ministre de la Communication Hamid Grine à l'aéroport de Paris, est clos alors que certains s'attendaient à des retombées négatives sur les relations algéro-françaises. Ainsi, Paris et Alger préfèrent avancer en matière de coopération économique et laisser les divergences et les incidents qui sur-



PH:DR

Abdesselam Bouchouareb a relevé que les relations algéro-françaises, «se distinguent par un cachet particulier» et que le Comité mixte économique algéro-français (COMEFA) «renforce au quotidien nos relations économiques et industrielles, ce qui encourage les investisseurs français à venir en Algérie». «Ce sont des investissements qui deviennent de plus en plus importants», a-t-il estimé.

Sur le plan économique, il est attendu que la 3^e session du Comité mixte économique algéro-français (COMEFA), sera sanctionnée par la signature de 8 accords bilatéraux dans les domaines des transports, de l'agriculture et de la propriété intellectuelle, et d'un autre accord sur la mobilité des jeunes diplômés.

Lors de cette réunion qui a débuté hier à Paris, il est attendu l'examen de l'état d'avancement des accords signés entre les deux pays et des projets en cours de réalisation.

Cette réunion a été co-présidée par les deux ministres des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra et Laurent Fabius, la 3^e session du Comefa, à laquelle ont pris part également le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, et le ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron.

Le 12 mai dernier à Alger, lors de la réunion d'évaluation d'étape du Comefa, quatre accords de partenariat économique ont été signés.

Le Comefa, créé en mai 2013, rappelle-t-on, est un mécanisme de renforcement et de diversification des relations économiques, industrielles et commerciales entre l'Algérie et la France.

N. C.

viennent de temps en temps, de côté. Au terme de l'audience que lui a accordée le Président français, Lamamra a souligné avoir saisi l'opportunité de la rencontre avec le Président Hollande pour aborder avec lui des questions «importantes», notamment celles liées au développement des relations bilatérales qui «sont d'ailleurs très

bonnes ainsi que d'autres questions internationales relatives à la consolidation de la paix et de la sécurité de la région du Maghreb, sahélo-saharienne et du Proche-Orient».

Il a ajouté : «Nous avons également fait un tour d'horizon sur les conflits et crises à travers le monde».

Le ministre de l'Industrie,

Signature de neuf accords

LES TRAVAUX de la troisième session du Comité mixte économique algéro-français (Comefa) se sont achevés lundi après-midi à Paris avec la signature de plusieurs protocoles d'accord. Co-présidée par les ministres algérien et français des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra et Laurent Fabius, respectivement, la 3^e session du Comefa, à laquelle ont pris part également le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, et le ministre français de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron, a clos ses travaux par une cérémonie de signature d'accords dans les domaines des transports, de l'agriculture et de la propriété intellectuelle, et d'un autre accord sur la mobilité des jeunes diplômés algériens et français. Ce dernier, qui est un accord intergouvernemental, permet aux diplômés algériens d'accéder en France à des postes de travail avec également la possibilité aux cadres français de travailler en Algérie. Les autres accords concernent les transports, notamment pour la création d'un bureau d'études entre la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) et le groupe EGIS, spécialiste en conseil et ingénierie dans le domaine des transports.

R. N.

Education nationale

Des inspecteurs dans chaque région

«Un corps d'inspecteurs de l'éducation dans chaque région», une nouvelle qu'a rendue publique lors de la visite de la ministre de l'Education nationale Nouria Benghebrat hier à la wilaya de Médéa. Dans un temps où «la culture de l'impunité» se répand dans notre école, chaque région aura désormais son corps d'inspecteurs, une décision qu'a prise la ministre de l'Education Nouria Benghebrat lors de sa visite à la wilaya de Médéa. Une nouvelle force de pression qui pourrait prendre des mesures plus efficaces en ce qui concerne les dérives que connaissent nos écoles. Dans un autre sens les autorités concernées souhaiteraient par cette initiative harmoniser davantage le travail de ces cellules d'inspection. «L'instauration d'un corps des inspecteurs dans chaque région vise, en premier lieu, à harmoniser et à coordonner l'action sur le terrain de l'ensemble des inspecteurs rattachés au secteur de l'Education et d'impulser une

nouvelle dynamique en matière d'administration et de gestion des structures éducatives», a-t-elle indiqué. Dans ces circonstances, la ministre de l'Education nationale a dû insister sur l'importance du rôle et les tâches de ces nouvelles cellules d'inspection régionale, en le qualifiant de «*splitter essentiel*» du système éducatif national et doit contribuer, à cet égard, à réaliser le «*bond qualitatif*» au plan pédagogique, escompté par le secteur. L'un des défis majeurs du secteur, a ajouté M^{me} Benghebrat, est de réussir le passage d'un système basé sur l'assimilation et la reproduction vers un autre, qui fait appel aux compétences et à l'esprit analytique des élèves, soulignant les «*limites*» de l'ancien système et ses conséquences «*fâcheuses*» sur le plan de la déperdition scolaire et du nombre des élèves recalés chaque année. Le corps des inspecteurs est appelé, selon la ministre, à jouer pleinement son rôle dans le choix et la sélection ou la titularisation du

personnel, tant pédagogique qu'administratif, afin de réunir les meilleures conditions de scolarisation des élèves et de leur assurer un enseignement de qualité, a-t-elle expliqué. M^{me} Benghebrat a longuement insisté, lors de son intervention devant les membres de ce corps de la wilaya de Médéa, sur la nécessité de veiller à la protection des élèves contre toute atteinte physique ou morale, et à lutter contre les différentes formes de violence susceptibles d'entacher le bon fonctionnement des établissements scolaires ou constituer une menace pour les élèves et le personnel d'encadrement. Une solution possible qui rapprochera les parents d'élèves de cette administration et qui permettrait de réduire le nombre des réclamations des parents d'élèves et en raison du mauvais traitement parfois infligé aux élèves par leurs enseignants ces derniers sont souvent du cycle primaire et moyen.

Mohamed Makhout

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

Le jeu des alliances

Suite de la page une

Pour elles, s'il doit partir, c'est maintenant, c'est tout de suite, en tout cas préalablement à tout accord politique, et même à l'arrêt des hostilités.

Le seul fait que les Occidentaux n'aient pas rejeté purement et simplement l'idée d'un Bachar Al Assad président à la transition prouve qu'ils ne sont pas exactement sur la même position que les monarchies du Golfe. De là l'inquiétude de ces dernières, emmenées par la plus importante d'entre elles, l'Arabie saoudite, qui se déploie au niveau diplomatique pour s'assurer des soutiens nécessaires pour faire en sorte qu'il ne soit plus question d'une transition se faisant avec Bachar Al Assad et non pas entièrement contre lui. Notons au passage la grande discrétion dont fait preuve depuis quelque temps le Qatar, qui semble s'être effacé complètement derrière sa grande sœur l'Arabie saoudite, à laquelle dans un passé encore récent il disputait le leadership. C'est que l'alerte est sérieuse, c'est qu'il y a vraiment péril en la demeure.

C'est que plus le temps passe, plus il devient clair que les monarchies du Golfe ne poursuivent pas exactement le même but que leurs alliés les Occidentaux. Ce que veulent en premier lieu ces derniers, ce n'est pas tant la chute du régime syrien que l'anéantissement de Deach, et donc de la menace terroriste, qui s'étend jusqu'à eux et qui est bien réelle quant à elle. Ce que veulent en premier lieu les monarchies du Golfe, c'est la chute du régime syrien, non pas tant d'ailleurs pour ce qu'il est que parce qu'il est de leur point de vue à la dévotion de leur ennemi principal, l'Iran. La crise syrienne est d'abord et avant tout un conflit entre deux puissances régionales pour l'hégémonie dans leur environnement immédiat. C'est par le jeu classique des alliances que les grandes puissances s'y sont trouvées impliquées, alliances et intérêts allant de pair.

L'Arabie saoudite ne parle plus de la Syrie que comme d'un pays occupé, d'un pays sans souveraineté. Aussi ne faut-il pas la prendre au mot quand elle donne le sentiment de se contenter du départ de la personne même de Bachar Al Assad. Le seul départ dont elle se satisferait en réalité, c'est celui de l'influence, de toute l'influence iranienne de Syrie. Elle ne se contenterait pas de moins.

Accidents de la route

Un début de semaine tragique pour les conducteurs

■ Les corps sécuritaires continuent leur macabre «récolte». Le bilan des personnes mortes suite aux accidents de la route ne cesse d'augmenter. Avec 10 morts et 30 blessés durant la journée du dimanche, les conducteurs débutent mal leur semaine.

Par Thinhinene Khouchi

Ces derniers jours les corps sécuritaires, gendarmerie et police, notamment sont devenus plus rigoureux avec les conducteurs. Une simple infraction suffit pour qu'on retire le permis de conduire, ce qui pourrait, «espérons-le» réduire le taux d'accidents mortels sur nos routes. En effet, le nombre de morts suite aux accidents de la route est plus élevé que le nombre de morts dû à une maladie contagieuse. C'est devenu fréquent, les jeunes de 20 ans à 30 ans perdus suite à un accident tragique. Doublant une voiture ou un bus garé, sortant d'un virage, ces jeunes conducteurs s'exposent à des dangers et une mort assurée, ils entraînent dans leur violation routière d'autres conducteurs qui eux ne voulaient pas faire partie de ce drame. Certains préfèrent prendre le bus pour ne pas assister de telles tragédies, mais même les bus sont exposés à des accidents de la route.

Un chauffeur de bus qui fait le trajet Blida-Tafourah dit assister quotidiennement à ce phénomène de plus en plus pesant. «Les accidents sont de plus en plus fréquents, il ne se passe pas un jour sans qu'il y est du sang sur nos routes». J'assiste malheureusement quotidiennement à ces «suicides», souligne ce conducteur de bus.

Il a ajouté que c'est l'anarchie qui gagne de plus en plus nos routes qui pousse les automobilistes à enfreindre la loi routière et commettre ces désobéissances.

La vitesse est aussi à l'origine de cette hausse continue du nombre de morts sur nos routes.

Selon le bilan avancé par la Gendarmerie nationale, dix personnes ont trouvé la mort et 30 autres ont été blessées dans 15 accidents de la circulation survenus dans huit wilayas du pays durant la seule journée de dimanche. L'accident le plus grave est celui enregistré à 13h00 sur la sortie Est de la commune de Bougtob (El Bayad), quand le conducteur d'une camionnette, en amorçant un virage dangereux, a perdu le contrôle de son moyen de locomotion et est entré en collision avec un camion venant en sens inverse.

T. K.



PHOTO: R.

Nouvelle loi sanitaire

L'activité pharmaceutique mieux prise en charge

L'activité pharmaceutique est «mieux» prise en charge par la nouvelle loi sur la santé en intégrant la «plupart» des attentes de la corporation, ont soutenu lundi à Alger des intervenants à la conférence internationale sur la pharmacie. Intervenant à l'ouverture des travaux de cette rencontre, le président du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, Lotfi Benbahmed, a affirmé que «toutes les recommandations» inhérentes au volet de l'exercice officiel ont été «prises en compte» par la nouvelle loi sanitaire. Il s'agit notamment de la «réaffirmation» du monopole et de l'exercice personnel du pharmacien d'officine, dans le sens où ce dernier demeure «l'unique» propriétaire et gestionnaire de celle-ci et dont il a la «responsabilité», a-t-il expliqué. La nouvelle loi a également prévu un statut pour le pharmacien assistant et stipule le rôle joué par le pharmacien dans «l'éducation thérapeutique» du patient, dans la mesure où il assure des services liés à la santé, a ajouté l'intervenant. S'agissant du médicament (industrie et distribution), le président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens s'est également félicité que le nouveau texte de loi ait pris en considération les attentes de la profession s'agissant de

ces activités. «Le nouveau projet de loi a intégré toutes les propositions concernant l'élargissement de la définition du médicament avec la notion de bio-similaire, des médicaments à non prescription obligatoire, mais aussi et surtout la notion de responsabilité pharmaceutique avec l'édiction de bonnes pratiques professionnelles pour toutes les catégories d'exercice», a-t-il explicité. Le statut des établissements pharmaceutiques est, par ailleurs, «mieux précisé» et leurs responsabilités «plus cernées» s'agissant notamment de la responsabilité des médicaments commercialisés, a poursuivi M. Benbahmed, saluant également la mise en place d'une Agence du médicament ainsi que l'adoption de nouvelles dispositions d'enregistrement «liant la fixation des prix au remboursement». Néanmoins, il a suggéré l'intégration de certaines résolutions «unaniment» adoptées en juin 2014 lors des assises nationales sur la santé consacrées au nouveau projet de loi. Allant dans ce sens, le directeur de la Pharmacie au ministère de la Santé, Hammou Hafedh, a relevé que l'activité pharmaceutique occupe une «meilleure» place la qualifiant de «stratégique» dans la nouvelle loi sanitaire. De même qu'y est plus affirmée

la notion de «bonnes pratiques» s'agissant de la pharmacie hospitalière, alors que le nouveau texte de loi prévoit une «révision totale» de la politique de distribution du produit pharmaceutique, «de sorte à garantir une meilleure disponibilité de ce produit», a-t-il ajouté. Sont notamment présents dans cette rencontre, les Ordres nationaux des pharmaciens de France, de Mauritanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie, afin de présenter les expériences respectives de leur pays s'agissant de l'organisation de l'activité pharmaceutique et de la réglementaire y afférente. La représentante de l'Ordre des pharmaciens de France et par ailleurs vice-présidente de la Fédération internationale des pharmaciens (FIP), Isabelle Adenot, a fait savoir, entre autres particularités de l'activité dans son pays, qu'un projet de loi en attente d'adoption «prévoit que le pharmacien adjoint puisse prendre part au capital de l'officine». Pour sa part, le président de l'Ordre tunisien, Abdallah Jalel, a affirmé que celui-ci s'est «beaucoup inspiré» de la nouvelle loi sanitaire algérienne en raison de «l'avancée» de ses dispositions en matière d'activité pharmaceutique.

Hani Y.

Report du transfert de la faculté des sciences exactes de Béjaïa

La tension monte chez les habitants d'Amizour

L'annulation du transfert de la faculté des sciences exactes de Béjaïa continue de soulever la colère d'une partie d'étudiants, de jeunes et le mouvement associatif d'Amizour dont l'association solidarité action jeunesse de la localité d'Amizour. Hier, la tension est restée violente dans la région comme la veille. La RN 75 était encore coupée à la circulation pour la deuxième journée consécutive à hauteur du nouveau campus universitaire de la localité. Les protestataires continuent d'exprimer leur désapprobation par rapport à

l'annulation de la délocalisation de la faculté vers cette localité, réclamant ainsi son ouverture dans l'immédiat et le recrutement des jeunes d'Amizour qui n'ont bénéficié que de «peu de postes de travail» dans cette nouvelle structure (cité universitaire y compris). Pour eux, «le campus est bénéfique et constitue un atout pour le développement de la région, notamment des retombées économiques et sociales sur la population». De l'avis même d'un élu à l'APC, «la majorité des postes de travail a été accordée à des gens qui ne résident pas ici, mais dans des

communes voisines». Et d'ajouter: «ce mouvement de protestation était prévisible depuis plusieurs semaines car, les jeunes de la commune étaient déjà mécontents». «Les autorités ont été saisies auparavant sur le fait que les habitants de la commune d'Amizour ont été écartés du recrutement mais aucune réponse n'est venue les rassurer», nous dit-on. Le chef de daïra et le maire qui ont fait le déplacement sur les lieux n'ont rien pu faire, puisque ces derniers exigent la présence du wali qui était en visite de travail et d'inspection dans la daïra de

Chemini (Akkfadou, Tibane, etc.). Un émissaire de la wilaya leur a proposé de constituer une délégation et se rendre à la wilaya pour rencontrer le wali mais, les frondeurs lui ont opposé un nîet catégorique, exigeant la venue du wali en personne sur les lieux, avon-nous appris. A noter que le trafic automobile sur cet axe routier était paralysé. Une route faut-il noter qui relie la RN 9 vers la ville de Béjaïa, la wilaya de Jijel et les communes de l'est de Béjaïa ainsi que les communes de Barbacha et Kendira vers des localités de la

wilaya de Sétif. Par ailleurs, les enseignants qui ont réclamé durant près de deux mois «l'annulation» du transfert de la faculté des sciences exactes vers Amizour continuent de protester sur le fait que le transfert n'a pas été annulé mais reporté seulement. Pour rappel, le report a été décidé par le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique à l'issue du travail fait par la commission dépêchée à Béjaïa à ce sujet et aussi par le conseil d'administration de l'université

Hocine Cherfa

Aquapêche 2020

Atteindre une production de 80 000 tonnes par an

■ Le programme «Aquapêche 2020» tracé par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche prévoit l'augmentation de la production aquacole à 80 000 tonnes par an et la création de plus de 10 000 postes d'emploi, a indiqué une responsable au ministère.

Par Ahmed J.

«**L**e ministère prévoit l'augmentation de la production aquacole à 80 000 tonnes par an et la création de plus de 10 000 postes d'emploi», a affirmé la chargée d'études au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Idjer Karima, lors d'une rencontre à Boumerdès. Selon la responsable, l'Algérie prévoit à travers ce programme la promotion de trois filières de la pêche et de l'aquaculture. Il s'agit de la pisciculture marine en cages flottantes, la conchyliculture et la crevetticulture en étangs. Pour assurer le succès du programme, le secteur table sur les efforts de la recherche scientifique à travers l'accompagnement technique, la vulgarisation et les démonstrations sur un réseau constitué d'infrastructures publiques (pilotes) à travers le territoire national, à l'instar de la



Ph.D. R.

ferme aquacole de Bousmail (Tipasa) et le centre pilote de conchyliculture de Bousmail, la ferme de pisciculture d'eau douce de Harreza (Ain Defla), celle de Boukais (Béchar) et la

ferme de crevetticulture (Ouargla), a-t-elle expliqué. Ce plan intervient dans le cadre de la poursuite des efforts visant le renforcement de la sécurité alimentaire, la création de postes

d'emploi et le développement de l'économie productive.

A. J./APS

Lutte contre les marchés informels à Ouargla

Lancement d'une vaste campagne de réorganisation

Une large campagne de démantèlement des marchés informels a été lancée à travers le territoire de la commune de Ouargla, a-t-on appris hier des services municipaux. Cette opération a été entamée à partir du marché de la place des Martyrs au vieux ksar (Ouargla-centre), qui connaît une intense activité commerciale de fruits et légumes et autres marchandises, déployée de manière anarchique. Les services communaux de Ouargla ont procédé au transfert des commerçants de cette zone au nouveau marché couvert de Souk Essebt, qui renferme 76 locaux et offre diverses commodités nécessaires, selon la même source. Dans le cadre de cette opération, une vaste campagne de nettoyage a été amorcée au niveau de la place des Martyrs, pour enlever les ordures et les déchets des différents commerces, en plus de l'éradication des

kiosques anarchiques, a-t-on signalé. L'opération a nécessité la mobilisation de 50 agents de la commune, appuyés d'engins et de camions, avec le concours de l'entreprise du centre d'enfouissement techniques de Ouargla. Le site ainsi dégagé, considéré comme faisant partie du patrimoine touristique et culturel du vieux Ouargla, va bénéficier d'un réseau d'éclairage public pour permettre à la place des Martyrs de retrouver son cachet esthétique et sa place touristique, a-t-on souligné. La lutte contre le commerce informel se poursuit pour cibler le quartier voisin de Souk Lahdjer, où les trottoirs occupés par différents commerçants ambulants gênent la circulation. L'opération va toucher également les marchés Bel-Abbès et le quartier de Béni-Thour, à travers le nettoyage de leurs sites et le dégagement de tous les espaces occupés

par le commerce informel qui a dénaturé ces quartiers, selon les mêmes services. Les locaux commerciaux réservés à ces commerçants dans le même espace seront raccordés aux réseaux d'eau potable et d'électricité et distribués à leurs bénéficiaires dans de «proches délais», a-t-on souligné. Cette opération sera poursuivie jusqu'à l'éradication, d'une façon définitive, de toutes sortes de commerce informel dans la ville de Ouargla et l'organisation des marchés et des locaux commerciaux, avec le concours des services de la direction du commerce, a-t-on signalé. Les riverains ont apprécié cette opération qui va contribuer à la protection de l'environnement, la fluidité de la circulation et la préservation des sites touristiques, à l'instar de vieux ksar et de la place des Martyrs.

Souad L./APS

Prix

Le Brent ouvre la semaine autour des 48 dollars

Les prix du pétrole repartaient légèrement à la hausse, hier, en cours d'échanges européens, les investisseurs restant toutefois prudents dans un marché toujours lesté par une offre excédentaire. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 48,13 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en progression de 14 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 20 cents à 44,80 dollars. «Le prix sur le baril de brut restait faible ce matin alors que les signes de ralentissement de la demande sont toujours présents», notait un analyste. Selon lui, la prévi-

sion d'un hiver doux en Europe et en Amérique du Nord constituent des signes supplémentaires que l'excès d'offre d'or noir sur le marché n'est pas prêt de se résorber. Même si la chute des prix du brut a été temporairement enrayerée en fin de semaine dernière par le regain d'optimisme sur les marchés boursiers et par la nouvelle baisse du taux directeur de la banque centrale chinoise, les fondamentaux du marché demeurent baissiers, estimaient également des analystes. Comme l'ont démontré les statistiques hebdomadaires du département américain de l'Energie (DoE) sur les stocks américains de brut, «le fait demeure que les Etats-Unis sont très bien pourvus en pétrole», ajoutaient-ils. De leur côté, d'autres analystes jugeaient

que la seule chose empêchant les prix de poursuivre leur déclin malgré la surabondance d'offre étaient les perspectives à plus long terme, et notamment celles d'une réduction des investissements dans l'industrie pétrolière. «Les producteurs de pétrole aux Etats-Unis font dans tous les cas preuve de prudence : bien que le nombre de puits de pétrole en activité n'a reculé que d'une unité la semaine dernière par rapport à la précédente, il a toutefois atteint un nouveau plus bas de 594, son minimum en cinq bonnes années», soulignaient des observateurs. Ainsi, selon eux, la perspective d'une baisse de l'offre américaine à moyen terme est ce qui maintient les cours de brut à leur niveau actuel.

F. A.

Changes L'euro tente de se reprendre face au dollar mais reste affaibli

L'EURO tentait de se reprendre face au dollar hier, mais restait lesté par le volontarisme monétaire exprimé la semaine dernière par le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi. La monnaie unique européenne valait 1,1034 dollar contre 1,1016 dollar vendredi à la clôture. L'euro continuait à baisser face à la monnaie japonaise, à 133,56 yens contre 133,80 yens vendredi soir. La monnaie unique est même tombée hier en séance à 133,37 yens, son niveau le plus faible en un mois. Le dollar aussi cédaît du terrain face à la devise japonaise, à 121,04 yens – après être monté lundi en début d'échanges asiatiques à 121,56 yens, son niveau le plus fort depuis fin août – contre 121,46 yens vendredi soir. «L'euro a continué à recevoir une correction sévère par le marché des changes après les commentaires de la BCE sur la possibilité d'une extension prochaine de son programme de rachats d'actifs», commentait un analyste. L'euro est tombé hier en début d'échanges asiatiques à 1,0989 dollar, son niveau le plus faible en deux mois et demi, souffrant de l'intention affichée par la BCE d'accroître son soutien à l'économie de la zone euro en n'excluant aucune option de politique monétaire. M. Draghi avait en effet annoncé jeudi, lors d'une conférence de presse suivant l'annonce d'un maintien des taux directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels, que la banque centrale va «réexaminer» sa politique monétaire lors de sa prochaine réunion du conseil des gouverneurs en décembre. De nouvelles mesures d'assouplissement monétaire auraient pour but de stimuler l'activité économique en zone euro, qui reste toujours terne comme continuant de le montrer les indicateurs, mais elles auraient pour effet de rendre la monnaie unique européenne moins rémunératrice et donc moins attractive pour les investisseurs. En effet, pour des observateurs, le rebond de l'euro était essentiellement alimenté par un report des attentes d'une hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) de la fin de cette année à l'année prochaine après une série d'indicateurs américains décevants et un regain d'inquiétude sur la santé économique de la Chine. Et les inquiétudes sur la Chine ont été renforcées vendredi par l'annonce par la banque centrale chinoise (PBOC) d'une baisse pour la sixième fois en un an de ses taux directeurs et de la permission aux banques de prêter davantage, dans le but de stimuler une croissance en forte décélération.

R. E.

Développement de l'économie bleue

Boumerdès, wilaya pilote

■ Boumerdès a été sélectionnée wilaya pilote pour la mise en œuvre de l'initiative «Développement de l'économie bleue» à travers laquelle l'Algérie a pour ambition de promouvoir les secteurs de la pêche et l'aquaculture, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et nombre de pays issus des différents continents.



Par Hamid C./APS

Le choix a porté sur Boumerdès comme wilaya pilote pour la mise en œuvre de l'initiative «Développement de l'économie bleue» au cours des travaux de l'atelier national de l'économie bleue, ouverts dimanche à l'Institut national de l'hôtellerie et du tourisme El Kerma (à Boumerdès), dans le cadre de

l'initiative mondiale de la FAO, impliquant de nombreux Etats membres de cette organisation, dans l'objectif de préserver des plans d'eau, tels que les océans et les mers des multiples dangers croissants, dont la pollution et la pêche illégale.

Cet atelier national, initié par le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, en coordination avec l'Union européenne, vise à faire un constat

du niveau de disposition des différents opérateurs et des secteurs concernés pour la concrétisation de cette initiative et sa réussite, a indiqué Naghli Kamel, ex-chef de cabinet auprès de ce département ministériel.

Pour le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya, Kadri Cherif, le choix du port de Zemmouri (W. Boumerdès) pour la concrétisation de cette initiative est dicté par le riche potentiel

de la région, dotée d'un littoral de 90 km de long, deux ports à Zemmouri et Dellys, et un troisième en cours de parachèvement à Cap Djinet, d'une capacité de production de 16 000 tonnes/an de poissons (tous types confondus), en plus d'une méga-station de production d'électricité à Cap Djinet, ainsi que d'autres atouts.

Parallèlement, la région de Zemmouri dispose de nombreuses autres structures l'habilitant à abriter cette expérience, qui s'appuie sur l'implication de nombreux secteurs, dont les Transports, le Tourisme, la Formation professionnelle (elle compte un centre de formation spécialisé en pêche), et un port d'une capacité d'accueil de 200 embarcations. En outre, la région a été retenue pour abriter, à l'avenir, une zone d'activités de 20 ha.

Des participants à l'atelier, dont l'expert de l'Union européenne, Nacio Boutchine, ont exposé certains objectifs fixés pour cette initiative, visant, selon ce dernier, la découverte des différents aspects socio-économique et environnemental adaptés pour la «croissance bleue» du secteur piscicole, ainsi que sa contribution dans la création de postes d'emplois pour les populations locales, au même titre que la consécration d'un développement piscicole durable pour la présente génération et celles à venir.

Il a, également, estimé que cette expérience contribuera à la diversification de l'économie, la

croissance de la production nationale et la protection de l'environnement de la pollution.

Les travaux de l'atelier national seront clôturés, demain lundi, par l'élaboration d'une feuille de route pour la concrétisation de l'initiative de la «croissance bleue» sur le terrain.

L'Algérie est partie prenante de l'initiative de la croissance bleue, impliquant huit Etats leaders dans le développement de la ressource piscicole dans la zone arabe, dont la Mauritanie, le Maroc, l'Egypte, le Koweït, les Emirats arabes unis et l'Iran.

H. C./APS

Au sud de Tougourt Cinq narcotrafiquants interceptés

CINQ NARCOTRAFIQUANTS ont été interceptés dimanche au sud de Tougourt (Ouargla), par un détachement de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire relevant du secteur opérationnel de Ouargla (4^e Région militaire) a appréhendé, le 25 octobre 2015 à 07h30, à 30 kilomètres au sud de la ville de Tougourt, cinq narcotrafiquants à bord de deux véhicules touristiques et un camion frigo transportant une quantité de kif traité s'élevant à 595 kilogrammes», précise la même source.

Au niveau de la 6^e Région militaire, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam «ont appréhendé quatre contrebandiers et vingt-huit immigrants clandestins et saisi deux camions, quatre véhicules tout-terrain, vingt-trois tonnes de denrées alimentaires, 1 272 bouteilles de différentes boissons et 1 600 litres de carburants», ajoute le communiqué.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, une unité relevant du Groupement territorial des gardes-côtes d'Annaba (5^e RM) «a appréhendé sept candidats à l'émigration clandestine à bord d'une embarcation clandestine, à 21 miles marins au nord-est de la ville d'Annaba», conclut le MDN.

R. R.

Relizane

Plus de deux milliards DA pour l'aménagement urbain

Plus de 2 milliards DA sont alloués aux projets d'aménagement et d'amélioration urbaine à Relizane, a-t-on appris du wali.

Ces projets lancés dernièrement devront contribuer à l'amélioration urbaine des cités et quartiers de la ville de Relizane et du cadre de vie de sa population, a indiqué, à l'APS, Derfouf Hadjri.

Ces projets, réalisés par la direction de l'urbanisme et de la construction, celle des travaux publics et les services communaux de Relizane, portent notamment sur la rénovation des réseaux d'AEP et d'assainisse-

ment, le revêtement des chaussées et l'éclairage public, a souligné le directeur de l'urbanisme et de la construction, Belkacem Boussaha.

Cette opération cible plus de 25 sites d'habitat, à l'instar des quartiers «deuxième gare», «Chemrik», «Ofia», «El Merkabat», cité «5 Juillet» et celles de la nouvelle ville «Benadda Benaouda» dans la banlieue-sud du chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué.

Quatre quartiers de la ville de Relizane bénéficieront, avant la fin de l'année en cours, d'opérations de ravalement des

façades des immeubles dont hai Berzaka, cité «490 logements» dans la nouvelle ville et cité «85 logements». Par ailleurs, la direction de l'urbanisme et de la construction a consacré une enveloppe de 20 millions DA pour des travaux d'éclairage public à l'entrée-est de la ville de Relizane sur 3 kilomètres qui seront lancés avant la fin de l'année courante, a-t-on ajouté. Il est attendu l'achèvement des travaux d'aménagement et d'amélioration urbaine au chef-lieu de wilaya avant la fin 2015, a assuré le responsable.

Said O.

Port de Mostaganem

Achèvement prochain des travaux de confortement du quai «Maghreb»

Les travaux de confortement et d'aménagement du quai «Maghreb» au port de Mostaganem seront achevés fin octobre, a-t-on appris auprès de l'entreprise portuaire.

Ce quai disposant de trois postes sera mis en service au début novembre pour accueillir des navires supplémentaires et

offrir plus d'espace au port.

L'opération confiée à la société «Cosider» pour un délai de 32 mois a porté sur un confortement sur 412 mètres du quai qui se trouvait dans un état de délabrement contribuant au prolongement de sa durée de validité de 20 ans, a-t-on indiqué à la direction des travaux publics de la wilaya.

Parallèlement, une opération de dragage pour atteindre le tirant d'eau de 9 mètres a été concrétisée afin d'accueillir trois navires en même temps, a-t-on signalé de même source soulignant que le coût global du projet a dépassé 1,3 milliard DA.

Pour rappel, le port de Mostaganem disposait d'un

tirant d'eau de 8,22 mètres, ce qui le rendait plus prisé à long terme pour accueillir des navires de céréales et de ciment.

Ces nouvelles caractéristiques permettront au quai «Maghreb» de réduire la durée de mouillage en rade, selon l'entreprise portuaire.

Hani Y.



Intempéries dans les camps sahraouis

Christopher Ross sur place pour mesurer l'ampleur des dégâts

■ L'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross, a effectué une visite aux camps de réfugiés sahraouis, dont les habitations et les biens ont été affectés par les intempéries de ces derniers jours, a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

Par Mondji H.

La visite effectuée la veille a permis, selon la même source, à l'émissaire onusien de s'informer sur place, notamment dans les wilayas de Boudjedour, Smara et d'Aousserd de l'ampleur des pertes des habitations et des biens des réfugiés sahraouis et la nécessité de dépêcher des aides humanitaires d'urgence pour protéger ces réfugiés contre le froid et la famine, surtout après la rupture des stocks de nourriture, en attente d'une solution politique pour mettre fin aux souffrances du peuple sahraoui.

Par ailleurs, M. Ross s'est réuni avec le ministre de l'Intérieur sahraoui, Hamma Salama, pour s'informer du bilan des dégâts de cette catastrophe



Ph. : DR

naturelle, avant de rencontrer dimanche la délégation sahraouie aux négociations qui devra rappeler l'émissaire onusien les demandes de l'Union africaine et de la partie sahraouie à la communauté internationale de «fixer une date pour la tenue d'un référendum sur l'autodétermination conformément à la légalité internationale au Sahara occidental, étant la seule issue à ce long conflit». M. Ross est en tournée dans la région dans le cadre de ses efforts pour la relance des négociations entre, le Front Polisario et le Maroc, parties au conflit au Sahara occidental, afin de parvenir à une solution pacifique juste et durable de la question sahraoui à travers l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination.

M.H./APS

Le PM sahraoui

«Le temps est venu pour le référendum d'autodétermination du peuple sahraoui»

Le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, a estimé dimanche soir dans le camp sahraoui Chahid El-Hafed, le temps venu pour l'ONU de fixer une date pour la tenue du référendum garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

Le front Polisario appelle, dans ce cadre, à «la nécessité de mettre un terme aux entraves marocaines à l'organisation d'un référendum libre et honnête», a indiqué le PM sahraoui à la presse, à l'issue d'un entretien avec l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Christopher Ross. Taleb Omar a affirmé avoir souligné, lors de ses entretiens avec l'envoyé onusien, la «nécessité d'exercer suffisamment

de pressions sur la partie marocaine pour empêcher ses politiques d'escalade et de blocage», faisant allusion à la visite projetée par le roi du Maroc dans les territoires sahraouis occupés et qu'il considère «contraire au droit international».

Le responsable sahraoui a, à cet égard, lancé un appel en direction de l'ONU pour clarifier sa position à ce sujet (visite), sachant que la question de la souveraineté sur cette région n'a pas encore été tranchée, dans l'attente du référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui. Taleb Omar a porté sur la partie marocaine la responsabilité de respecter le système d'arbitrage international faisant que la mission de la Minurso dans la

région était justement d'organiser le référendum devant permettre de fixer le statut final de la région. Lors de cette visite dans la région de l'envoyé onusien Christopher Ross, le front Polisario a condamné les entraves de la partie marocaine à la tenue de ce référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui, soulignant, à l'intention de l'organisation onusienne, qu'il était temps de «laisser apparaître la vérité et d'identifier clairement la partie entravant le processus de règlement de la question sahraouie, sachant que plus de 24 années sont suffisantes pour en dégager des conclusions».

Les entretiens avec M. Ross ont également été l'occasion d'évoquer plusieurs

autres questions importantes, notamment la situation des droits de l'homme et des détenus politiques sahraouis dans les territoires occupés, ainsi que l'élargissement de la mission de la Minurso au contrôle et au respect des Droits de l'homme dans ces territoires occupés par le Maroc.

M. Ross a clôturé sa visite dans les camps de réfugiés sahraouis, après avoir eu des rencontres avec les responsables sahraouis et s'être enquis de la situation humanitaire difficile des réfugiés, après les fortes chutes de pluie qui se sont abattues dernièrement et ayant occasionné d'importants dégâts.

M.H.

Sur des plages libyennes

Découverte de 43 cadavres de migrants

Les cadavres de 43 migrants ont été découverts depuis samedi sur des plages libyennes, à l'est de la capitale Tripoli, et d'autres pourraient encore échouer après le naufrage de leur embarcation, a indiqué dimanche le Croissant-Rouge libyen.

«Des habitants de la région nous ont prévenu de la présence de cadavres sur la plage de Siline, près de Zliten (160 km à l'est de la capitale Tripoli). Nous y avons découvert d'abord 25 corps puis quatre autres», a déclaré le porte-parole du Croissant-Rouge, Mohamad Al-Misrati.

A 40 km à l'ouest, les corps de 14 autres migrants ont été découverts près de la ville portuaire de Khoms (120 km à l'est de Tripoli), selon le Croissant-Rouge libyen.

«Des informations nous sont parvenues en matinée de la présence de cadavres sur la plage de Siline, près de Khoms», a indiqué Fawzi Abdel-Aal, porte-parole du Croissant-Rouge libyen à Khoms, précisant qu'il s'agit de migrants originaires de pays africains.

Un précédent bilan faisait état de découverte de 29 cadavres de migrants. Selon les sources du Croissant-Rouge, les victimes se trouvaient à bord d'une embarcation qui a fait naufrage près de Zliten.

La Libye et ses 1 770 km de côtes sont devenues une plaque tournante de l'immigration vers l'Europe en l'absence

de contrôle des frontières et du peu de moyens de ses gardes-côtes en raison du chaos qui règne dans ce pays miné par les violences depuis la chute du régime de Maamar El-Gueddafi, il y a quatre ans.

Les migrants tentent de rejoindre l'île italienne de Lampedusa qui n'est située à près de 300 kilomètres des côtes libyennes.

Le bilan de l'attaque de Benghazi s'alourdit à 12 morts

Le bilan de l'attaque qui a visé vendredi une manifestation à Benghazi, dans l'est de la Libye, contre un projet de l'ONU de gouvernement d'union, s'est alourdi à 12 morts et 39 blessés, selon un nouveau bilan établi dimanche.

Un précédent bilan avait fait état de cinq morts et 30 blessés. «Selon les derniers bilans médicaux, le nombre des victimes des tirs d'obus sur une manifestation sur la place el-Kich à Benghazi ce vendredi est passé à 12 morts et 39 blessés», a indiqué LANA, l'agence de presse officielle du gouvernement libyen, reconnu par la communauté internationale. Le Centre médical de Benghazi (BMC) a fait état de huit morts, et l'hôpital al-Jalaa a indi-

qué en avoir comptabilisé quatre autres, portant le total à 12.

L'attaque de Benghazi, qui n'a pas été revendiquée à ce jour, a été condamnée par la mission des Nations unies pour la Libye (UNSMIL), l'Algérie, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal et l'Espagne.

La mission onusienne a appelé les Libyens à «rejeter la violence comme moyen de règlement des différends politiques».

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du leader libyen Mâammar Kaddafi en 2011 et deux autorités politiques se disputent le pouvoir depuis l'an dernier, l'une basée à Tripoli et l'autre, la seule reconnue internationalement, basée dans l'Est.

La communauté internationale tente de faire pression pour la signature d'un accord sur un gouvernement d'unité. Au terme de près d'une année de négociations, l'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon, avait présenté le 8 octobre un projet d'accord sur un gouvernement d'union aux représentants des deux camps libyens.

Ces propositions comprenaient la désignation d'un Premier ministre, Fayez el-Sarraj, et de 17 ministres, mais elles ont été rejetées par les deux camps.

Hayet Ch.



Séisme en Asie du Sud

Le bilan s'alourdit à 160 morts

■ Un puissant séisme de magnitude 7,5 a secoué hier l'Asie du Sud, notamment les montagnes du nord-est de l'Afghanistan et du Pakistan où l'on recensait au moins 160 morts, selon les premiers bilans des responsables locaux.

Par Ali O.

La secousse, particulièrement longue, a fait s'effondrer ou trembler des bâtiments en Afghanistan, en Inde et au Pakistan, poussant des milliers de gens à se précipiter dans les rues. Selon l'Institut américain de géologie (USGS), l'épicentre du séisme se situe à Jurm, dans les montagnes reculées du Badakhchan, à l'extrême nord-est de l'Afghanistan, à une profondeur de 213,5 km. Les premiers bilans faisaient état d'au moins 31 morts en Afghanistan.

Shah Wali Abib, gouverneur du Badakhchan, a fait état d'au moins 400 maisons détruites dans sa province, soulignant les difficultés à communiquer avec la zone en raison des dommages subis par les réseaux de communication. Dans la province voisine de Takhar, 12 écoles afghanes ont été tuées dans une bousculade provoquée par le séisme, ont annoncé les autorités locales. Au moins 9 personnes ont été tuées dans le Badakhchan, et on

compte aussi 8 morts et 69 blessés dans la province du Nangarhar (Est), selon un hôpital local. La secousse a été ressentie jusqu'à la capitale Kaboul, à 250 kilomètres de l'épicentre. Les premiers bilans étaient encore plus lourds au Pakistan voisin au moins 135 morts, selon le décompte effectué à partir des chiffres fournis par les autorités locales et provinciales. L'Autorité pakistanaise de gestion des catastrophes naturelles a fait état de la mort de 43 personnes, ajoutant qu'elle attendait confirmation de nombreux autres décès. L'armée a confirmé le décès de 123 personnes, et indiqué que plus de 950 personnes avaient été blessées. Au moins 28 personnes ont été tuées dans les zones tribales du nord du pays, frontalières de l'Afghanistan. Vingt autres ont péri dans le Nord-Ouest, trois dans la région de Gilgit-Baltistan, et une personne dans la partie pakistanaise du Cachemire, ont indiqué ces sources. Plus au sud, dans la capitale Islamabad, les habitants, habitués à ressentir



PH. > D. R.

des secousses plusieurs fois par an, se sont précipités hors de leurs maisons ou bureaux. «C'était terrible, on se serait cru en 2005», a indiqué une quinquagenaire sortie de chez elle précipitamment. Il y a dix ans au Pakistan, le 8 octobre 2005, un autre tremblement de terre de magnitude 7,6, dont l'épicentre se situait à quelques centaines de kilomètres de celui de hier, avait fait plus de 75 000 morts et poussé 3,5 millions de personnes à quitter leur foyer. Mais

l'hypocentre était alors moins profond, rendant les secousses plus destructrices. «Je n'ai jamais ressenti un si puissant tremblement de terre de ma vie», a indiqué un habitant de Peshawar (nord-ouest du Pakistan), Mohammad Rehamn, 87 ans. «C'était vraiment énorme». La secousse a duré au moins une minute, et au moins une réplique a été ressentie peu après, d'une magnitude de 4,8 selon USGS. Selon Arbab Muhammad Asim, chef du district de Peshawar,

outre la femme décédée, plus de 100 personnes ont été blessées, et «de nombreuses maisons se sont effondrées dans la ville». Le chef des urgences d'un hôpital gouvernemental a confirmé le bilan, ajoutant que «de nouveaux blessés arrivent». «Nous espérons que le nombre de victimes ne sera pas aussi important (que lors du tremblement de terre de 2005, NDLR), car l'hypocentre était très profond», a indiqué un responsable de l'Autorité pakistanaise de gestion des catastrophes naturelles, sous le couvert de l'anonymat. Dans le nord de l'Inde, des centaines d'habitants paniqués se sont précipités dans les rues à Srinagar, la principale ville du Cachemire indien à la frontière avec le Pakistan, les enfants dans les bras, craignant une répétition du séisme de 2005. Bien qu'aucune information ne fasse état de dégâts dans l'imédiat, le réseau de téléphonie mobile a été coupé et le trafic s'est immobilisé dans la rue. Dans cette région, d'importantes inondations ont endommagé de nombreux bâtiments il y a un an, les rendant encore plus vulnérables à une secousse sismique. La secousse a temporairement interrompu le métro de New Delhi.

A. O.



Points chauds

Excuses

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a douze ans, alors que les États-Unis étaient en plein lobbying à l'ONU et à l'OTAN pour tenter de convaincre leurs alliés qu'une attaque de l'Irak était indispensable, le reste de la planète se mobilisait pour tenter au contraire d'éviter cette attaque que tout le monde déjà savait dangereuse et nocive sur court et long terme. Les opinions publiques du monde entier ont marché par millions dans les rues de nombreux pays pour tenter de stopper l'inévitable alors que le peuple américain lui-même était le seul, apparemment, peuple de la planète à penser que cette guerre était nécessaire et justifiée. A cette époque, comme aujourd'hui par ailleurs, deux hommes représentaient plus que tout cette guerre inutile, Georges W. Bush et son fidèle acolyte de l'époque dans les dossiers internationaux, Tony Blair, Premier ministre britannique. Or, depuis quelques années l'ancien dirigeant anglais tente de montrer qu'il a compris à quel point l'invasion de l'Irak a été désastreuse aussi bien sur le plan régional qu'international. Et même si son mea culpa reste trop insuffisant pour de nombreux observateurs, il a du moins tenté de montrer du remord contrairement aux apparences de l'ancienne administration Bush. En effet, Tony Blair dans un entretien donné à la chaîne américaine CNN, a réitéré des excuses partielles pour l'invasion de l'Irak il y a douze ans, reconnaissant une responsabilité dans la montée de l'organisation djihadiste État islamique (EI). «Je peux dire que je présente des excuses pour le fait que les informations données par les services secrets étaient fausses», a notamment déclaré l'ancien Premier ministre travailliste, selon le site internet de la chaîne de télévision. Mais «je trouve difficile de s'excuser d'avoir démis Saddam. Encore aujourd'hui en 2015, je trouve que c'est mieux qu'il ne soit plus là», a soutenu Tony Blair. «Je m'excuse aussi pour certaines erreurs dans la planification et nos erreurs dans notre compréhension de ce qui se passerait une fois le régime tombé», a-t-il ajouté, reconnaissant des «éléments de vérité» dans l'idée que l'invasion de l'Irak en 2003 est la principale cause de la montée de l'organisation EI. «Bien sûr, il n'est pas possible de dire que ceux qui ont déposé Saddam en 2003 ne portent aucune responsabilité dans la situation en 2015», a-t-il reconnu, tout en soulignant également l'impact du Printemps arabe et le fait que le groupe EI s'est lancé depuis la Syrie et non l'Irak. Ces déclarations interviennent alors que la commission Chilcot, qui enquête sur l'engagement controversé du Royaume-Uni dans cette guerre, doit annoncer d'ici début novembre un calendrier de publication. Mise en place en 2009 par le Premier ministre travailliste de l'époque Gordon Brown, elle n'a toujours pas rendu ses conclusions alors qu'elle était initialement censée les produire dans un délai d'un an. Reste à savoir si un jour les responsables de cette guerre aux retombées désastreuses pour l'ensemble de la planète répondront réellement de leurs crimes et leurs mensonges ou si dans le cas de Blair quelques excuses télévisées suffisent à faire oublier sa responsabilité dans l'état du monde actuel. Néanmoins, son attitude reste meilleure que celle de Bush et consorts qui continuent obstinément à réfuter toute erreur et à assurer que leur obsession guerrière était justifiée et légitime.

F. M.

Turquie

Neuf morts dans une fusillade entre militants de l'EI et la police

Sept membres présumés du groupe État islamique (EI) et deux policiers turcs ont été tués hier lors d'une violente fusillade à Diyarbakir (sud-est), la plus sérieuse survenue sur le sol turc depuis qu'Ankara a rejoint la coalition antijihadiste l'été dernier. Cet accrochage s'est produit à l'aube lorsque des unités de la police antiterroriste à la recherche de militants jihadistes ont pris d'assaut plusieurs de leurs «planques» dans la grande métropole du sud-est à majorité kurde de la Turquie. Il intervient à six jours d'élections législatives anticipées sous haute tension, deux semaines après un attentat suicide attribué à l'EI qui a fait 102 morts en plein cœur d'Ankara et sur fond de reprise des affrontements entre les forces de sécurité turques et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Deux policiers ont été tués lors de l'assaut, victimes de pièges explosifs posés par les militants jihadistes, a rapporté l'agence de presse gouvernementale Anadolu. Cinq autres policiers ont été blessés et sept membres présumés de l'EI ont été tués lors de ces violents affrontements qui se sont poursuivis plusieurs heures dans le district de Kayapnar, a indiqué le bureau du gouverneur de Diyarbakir. Des images diffusées sur les chaînes d'information turques ont montré des véhicules arrosant pendant de longues minutes des bâtiments à la mitrailleuse lourde. Selon le gouverneur, douze personnes ont été arrêtées lors de cette opération.

«Au vu des résultats, nous pouvons dire qu'une importante cellule de Daech (l'acronyme arabe de l'EI) a été neutralisée», s'est réjoui devant la presse le vice-Premier ministre, Numan Kurtulmus. «Nous sommes en train d'essayer de mettre au jour leurs connexions dans d'autres villes», a-t-il ajouté, «c'est une opération importante». Les autorités turques ont multiplié les coups de filet dans les milieux jihadistes depuis l'attentat-suicide d'Ankara, le plus meurtrier de l'histoire du pays, qui a visé un rassemblement de militants de gauche et de la cause kurde. Quatre membres présumés de l'EI, présenté comme le «suspect numéro 1» par le Premier ministre islamiste-conservateur Ahmet Davutoglu, ont été inculpés et écroués. Les autorités ont également formellement identifié l'un des deux kamikazes. Il s'agit de Yunus Emre Alagöz, frère de l'auteur présumé de l'attentat de Suruç, soupçonné d'avoir combattu en Syrie dans les rangs de l'EI et membre d'une cellule jihadiste installée dans la ville conservatrice d'Adiyaman (sud). Les médias turcs ont rapporté samedi que la police était à la recherche de quatre membres de l'EI, dont une ressortissante allemande, soupçonnés d'être entrés de Syrie en Turquie pour y commettre d'autres attentats. L'attaque d'Ankara a eu lieu trois mois après un attentat-suicide similaire, imputée aussi à l'EI, à Suruç, à la frontière syrienne, où 34 militants prokurdes avaient été tués. Longtemps soupçon-

né de complaisance avec les mouvements les plus radicaux qui combattent le régime de Damas, sa bête noire, les autorités turques ont frappé pour la première fois des cibles de l'EI en Syrie après un incident de frontière entre ses soldats et des militants jihadistes quatre jours après l'attentat de Suruç. La Turquie a depuis rejoint officiellement la coalition antijihadiste dirigée par Washington. S'il a mis en cause le rôle de l'EI dans l'attentat d'Ankara, le gouvernement turc n'a pas écarté la responsabilité d'autres groupes.

La semaine dernière, le président Recep Tayyip Erdogan a évoqué un «acte terroriste collectif» qu'il a attribué aux jihadistes, aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), aux milices kurdes de Syrie et aux services de renseignement de Damas. Après l'attentat de Suruç, le PKK avait repris sa campagne d'attentats contre les policiers et les soldats turcs, accusant Ankara de ne pas protéger les Kurdes de Turquie.

Ces opérations et les bombardements de représailles menées par l'armée turque ont fait voler en éclats les discussions de paix engagées à l'automne 2012 entre Ankara les rebelles kurdes, qui mènent la guérilla depuis 1984. Les Turcs votent dimanche pour des législatives anticipées. Ce scrutin est crucial pour le parti de M. Erdogan, au pouvoir depuis 13 ans, qui espère retrouver la majorité gouvernementale qu'il a perdue lors des élections du 7 juin.

20^e Salon international du livre d'Alger

Moins d'exposants étrangers et réduction du budget

■ Le nombre d'exposants étrangers au 20^e Salon international du livre d'Alger (SILA), prévu du 29 octobre au 7 novembre à Alger, s'est légèrement rétréci par rapport à la précédente édition, alors que le budget alloué au Salon est revu à la baisse, a indiqué le commissaire de cette édition.

Par Atika G.

Lors d'une conférence de presse tenue à la veille de l'ouverture du 20^e Sila, Hamidou Messaoudi, a relevé que le nombre d'exposants étrangers s'élevait à 620 éditeurs, contre 659 en 2014, représentants de 52 pays.

Plus nombreux à participer au Sila 2015, le nombre de professionnels algériens du livre, qui était de 267 l'année dernière, est passé à 290, selon le commissaire du Salon. Sans établir de rapport direct avec le recul la participation étrangère, le commissaire a indiqué que le budget alloué au Sila a été réduit de moitié cette année. Cette réduction qui ramène l'enveloppe allouée au Sila à 91 millions DA a été décidée par le ministère de la Culture, dans le cadre des orientations du gouvernement visant à «rationaliser les dépenses publiques», a-t-il justifié. Mais, elle «n'affecte pas le bon fonctionnement» de cet important événement littéraire, sponsorisé par des opérateurs algériens, a-t-il nuancé.

Parmi les pays présents au Sila 2015, les pays africains viennent en tête avec 34 exposants,



PH. DR

suis de 15 en provenance d'Europe dont la France, invitée d'honneur de cette édition.

Les pays d'Amérique seront également présents avec 5 pays dont les Etats-Unis, le Canada et le Pérou.

Assurant que 70 % des livres sont des publications nouvelles, le commissaire du Sila, également DG de l'Enag (Entreprise

nationale des arts graphiques), a affirmé que la priorité était accordée aux nouveaux ouvrages avec une attention particulière à l'édition algérienne.

Interrogé sur l'interdiction de titres à ce Salon, M. Messaoudi a rappelé que tous les ouvrages portant atteinte aux symboles de l'Etat et faisant l'apologie de la violence, du terrorisme et du

racisme, «sont interdits d'entrée», renvoyant à leurs responsabilités des «éditeurs étrangers qui n'ont pas respecté les dispositions du règlement intérieur du Sila». Un total de 126 ouvrages sont ainsi interdits d'entrée en Algérie, après qu'une commission de contrôle eut émis des réserves à leur participation au Sila, a-t-il dit.

7^e Festival international de théâtre de Béjaïa

17 pays confirment leur participation

Dix-sept pays ont confirmé leur participation à la septième édition du Festival international du théâtre de Béjaïa prévu du 29 octobre au 4 novembre prochain, a annoncé dimanche le commissaire du festival, le dramaturge Omar Fetmouche.

Outre l'Algérie, il s'agit en l'occurrence, du Portugal, de la Hongrie, du Bénin, de la France, du Congo, de l'Allemagne, de l'Egypte, de l'Italie, du Sénégal, de la Tunisie, de la Serbie, de la Suisse, du Maroc, de la Palestine et de la Syrie, qui sont attendus pour présenter un programme aussi éclectique que coloré.

Pas moins de 150 représentations artistiques ventilées à travers 21 espaces de spectacles sont prévues en effet avec l'ambition de réunir pas moins de 100 000 spectateurs, a-t-il ajouté.

L'ouverture, selon M. Fetmouche, donne lieu à un spectacle de rue, vivant, prévu sur le boulevard Amirouche, jouxtant le théâtre

Abdelmalek-Bouguerrouh, animé par 150 jeunes chorégraphes dirigés par le maître du ballet algérien El-Hadi Cherifa, au travers d'une quarantaine de tableaux chorégraphiques alternant danses modernes classiques et traditionnelles.

Un chatoyant spectacle enrichi par des éléments scéniques, son déroulement reposant en effet sur une tractation de parc depuis la maison de la culture jusqu'au théâtre. Dans l'ancienne ville agrémentée d'effets spectaculaires : sons, musique, couleurs avec feux d'artifice fumigènes et beaucoup de lumière.

De quoi entraîner d'emblée le public à plonger dans l'art scénique avec la programmation, juste après, d'une soirée entièrement dédiée au ballet, entrecoupés d'homages à titre posthume à certains artistes disparus, notamment Azeddine Medjoubi qui avait exercé au TRB, avant qu'il ne soit ravi à la vie à Alger, Mohamed Boudia pour son

talent et son soutien actif aux causes justes et Chafia Boudraa.

Le festival, par-delà le théâtre et son aspect festif, va être l'occasion de rencontres et d'échanges très denses marqués par la tenue d'un colloque international sur «Les rites et les traditions dans le théâtre», de formations et de journées thématiques avec au programme, notamment des journées d'étude sur le théâtre dans l'œuvre de Mouloud Mammeri et de Meyerhold. D'éminents professionnels du théâtre sont aussi attendus soit pour encadrer des ateliers ou animer des conférences. Michel Bernier de l'Université d'Ivry (France), Dominique Lucel (compagnie des passeurs de France), Victoire Rizsakov (metteur en scène russe), Shcherbakov directeur du centre russe du théâtre Meyerhold, en sont de ceux-là et dont la présence est un gage de succès de cette nouvelle édition, a-t-on indiqué.

Tarik S.

Djelfa

Un public nombreux d'enfants à la pièce «El Imtihane»

La pièce théâtrale pour enfants «El Imtihane» (l'examen) en représentation, dans la soirée de samedi, à la maison de la culture Ibn Rochd de la ville de Djelfa, a réuni un large public de très jeunes spectateurs, venus se divertir en compagnie de leurs familles.

Écrite par Saadi El Bachir et mise en scène par Haouach Ennaàs, la pièce aborde dans un style comique un thème d'actualité, qui n'est autre que l'exploitation excessive

de l'ordinateur et de l'Internet, pour des fins banales et sans intérêt, comme les jeux et le divertissement.

A travers cette œuvre, produite par le théâtre régional de Djelfa, ses concepteurs ont voulu attirer l'attention sur l'intérêt du bon usage de l'Internet et de l'informatique, en mettant en scène un enseignant qui tente de montrer à ses élèves les avantages de cette technologie et la meilleure façon de l'exploiter, mais il n'est entendu que par un

seule élève, au moment où tous les autres n'y voient que divertissements, jusqu'à ce qu'ils ont aient la preuve, à la fin de la pièce.

Parallèlement aux enfants, qui ont beaucoup apprécié la pièce, leurs parents ont loué l'initiative, en estimant qu'elle a inculqué de nombreuses leçons bénéfiques à leur progéniture.

Reste à en voir l'application par les petits enfants.

R. C.

Pointant du doigt les «exposants (qui) profitent de l'exonération de la taxe douanière accordée à la faveur de cette manifestation, pour transformer ce Salon en une foire du livre», M. Messaoudi a dénoncé «la vente en gros», une pratique devenue courante au fil des années, malgré son interdiction par le règlement.

Le Prix Assia Djebar du roman, récemment institué pour honorer la mémoire de la romancière algérienne disparue en 2015 sera décerné le 4 novembre à l'occasion de la tenue du 20^e Sila.

Le Prix dont le jury est présidé par l'écrivain Merzak Bagtache, est financé par deux éditeurs publics, l'Anep (Agence nationale d'édition et de publicité) et l'Enag.

A. G./APS

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Institut français d'Alger

27 octobre :
Projection d'une dizaine de courts-métrages dans le cadre de la célébration de la fête du cinéma d'animation

Salle Ibn Zeydoun

29 octobre :
Spectacle de Flamenco animé par Pere Martinez

Galerie Ezzoua'art

Jusqu'au 12 novembre :
Exposition de l'atelier Souppçon d'art, intitulée «La céramique autrement». Cet atelier est animé par Rachida et Samia Merzouk et le plasticien Karim Sergoua

Complexe de Riadh El-Feth

(El-Madania, Alger)
Jusqu'au 27 octobre :
Deuxième Salon national de la création, initié par l'Onda.

Galerie d'art Dar El-Kenz

Jusqu'au 14 novembre :
Quinzième Salon d'automne du petit format, avec la participation d'une vingtaine d'artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Myriem Ait El-Hara, Moncef Guita, Nouredine Chegrane, Mohamed Massen, Hella Zoubir et Moussa Bourdine.

Palais Ahmed Bey de Constantine

Du 25 octobre au 1er novembre
Festival international de musique malouf de Constantine

Galerie d'art Sirius

Jusqu'au 5 novembre :
«Exposition d'automne» de l'artiste Moussa Bourdine

Galerie des Ateliers Bouffée d'Art

Jusqu'au 31 octobre :
Exposition-vente de peintures de l'artiste Moncef Guita.

Coup-franc direct



Contre vents et marées

Par Mahfoud M.

A lors que la majorité des présidents de club de Ligue 1 ne sont pas enclins à garder leurs entraîneurs après le moindre faux pas, l'un d'entre eux se démarque en insistant pour garder son coach. Il s'agit du président du CR Belouizdad, Malek, qui a décidé de grader son entraîneur français Alain Michel malgré les trois défaites consécutives concédées par l'équipe lors des dernières journées. Le président du Chabab a refusé de céder aux pressions des fans qui demandaient la tête du coach et ont exigé son licenciement. Malek pense que le coach n'est pas seulement tributaire des résultats mais qu'il y a un programme à respecter et qui devrait lui permettre de travailler sur le long terme. Cela est tout à l'honneur de ce président qui a réussi à changer une certaine mentalité qui veut qu'il faille systématiquement limoger l'entraîneur après un quelconque échec. Verra-t-on d'autres présidents qui briseront le tabou, faire face à leurs supporteurs et garder le coach malgré les échecs ? Ce n'est pas évident, mais il faut savoir qu'il y a un début à tout et qu'il faudra compter avec une nouvelle race de dirigeants qui feront tout pour protéger leurs techniciens.

M. M.

CS Constantine

Tarek Arama de retour

LA DIRECTION du CS Constantine (Ligue 1 Mobilis) vient de désigner l'ancien joueur de l'équipe, Tarek Arama, au poste de manager pour le reste de la saison 2015-2016, a-t-on appris dimanche du chargé de la communication du club, Rafaâ Bendokhane. Tarek Arama reprend ainsi le poste qu'il avait occupé la saison dernière avant d'en être démis par l'ancienne équipe dirigeante. Ce rappel de l'ancien défenseur du club est intervenu après que le directeur administratif et financier du CSC,

Abdelhakim Debba, s'est plaint d'un manque de personnel au sein de la direction où il était seul à gérer, avec le directeur sportif, Samir Benkenida, les recrutements des joueurs, a expliqué Bendokhane. Pour rappel, le CS Constantine, contraint vendredi dernier sur son terrain au partage des points par l'USM Blida (1-1), se positionne après 9 journées de championnat à la 10^e place du classement général avec 11 points au compteur, en compagnie des Blidéens.

Ligue des champions

Le TP Mazembé accroché en championnat



LE TP MAZEMBÉ, futur adversaire de l'USM Alger en finale de la Ligue des champions africaine de football, a concédé samedi soir un nul (1-1) en déplacement chez la JS Bazano, en match comptant pour la 7^e journée du championnat de 1^{re} Division de la RD Congo. Le TP Mazembé, amoindri par l'absence de six titulaires, a concédé l'ouverture du score devant Lima à la 27^e minute, avant d'arracher l'égalisation par Coulibaly à la 44^e minute, pour un score final

(1-1). C'est le 2^e nul consécutif pour les Corbeaux, après le (1-1) concédé le 21 octobre contre SM Sanga Balende, pour le compte de la 6^e journée du championnat local. Deux contre-performances qui placent le TP Mazembé sur un pied d'égalité avec son futur adversaire en Ligue des champions, l'USM Alger, qui reste lui aussi sur un nul à domicile (2-2) contre le RC Relizane, en match disputé samedi soir à Bologhine pour le compte de la 9^e journée de Ligue 1. Les Rouge et Noir étaient amoindris, eux aussi, par l'absence de plusieurs titulaires lors de cette rencontre, d'où leur baisse de régime, à six jours de la finale «Aller» de la Ligue des champions, prévue le 31 octobre, au stade Omar-Hamadi (Bologhine). La finale «Retour» est programmée le 8 novembre prochain, à Lubumbashi.

Cyclisme/Championnats arabes cadets (contre-la-montre individuel)

Médaille d'or pour Hamza Mansouri

LE CYCLISTE algérien, Hamza Mansouri (cadets), a remporté la médaille d'or du contre-la-montre individuel, comptant pour les championnats arabes sur route qui se déroulent du 20 au 30 octobre à Sharm el-Cheikh, en Egypte. Hamza Mansouri a couru la distance de 10 km dans un temps de 16min 44sec, devant les deux coureurs émiratis, Rached Abdellah Souidane (17min 01sec) et Jassem Ali Hassen (17min 09sec). Dans la catégorie des juniors, Islem Mansouri a obtenu la médaille de bronze du contre-la-montre individuel (20 km) en réalisant un temps de 42min 24sec, derrière les Marocains Choukri El Mehdi, détenteur de

la médaille d'or (40min 03sec) et Mohssen El Kourji, médaillé d'argent (40min 40sec). Jeudi, la sélection algérienne juniors de cyclisme avait remporté la médaille d'argent du contre-la-montre par équipes grâce au quatuor formé d'Ismaïl Medjahed, Yacine Hamza, Islem Mansouri et Oussama Mansouri. Une sélection de 15 cyclistes algériens (cadets et juniors) prend part aux championnats arabes de cyclisme-2015. Elle est composée de huit cyclistes juniors, six cadets et une seule fille. Le programme des championnats arabes comporte les épreuves de vitesse individuelles et par équipes ainsi que celles sur route.

USM Alger

Les inquiétudes de Hamdi

■ Le coach de l'USM Alger, à moins d'une semaine de la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique, a montré son inquiétude quant à l'effectif qu'il se doit d'aligner lors de ce rendez-vous très important pour les Rouge et Noir.

Par Mahfoud M.

En effet, le driver usmiste craint ne pas disposer de tout son groupe pour cette première manche d'autant plus que de nombreux blessés sont déjà enregistrés et qu'ils ont déclaré forfait. Il s'agit, pour la plupart, de joueurs très importants dans son dispositif tactique. Déjà qu'il y avait les Mazari, Benayada, Darfalo, Nadjji et Bouchema blessés depuis quelque temps, maintenant il y a deux autres éléments qui ont rejoint cette liste élargie de blessés, à savoir, Khoualed et Abdellaoui. Si Abdellaoui ne pourra pas être de la partie, Khoualed devrait, lui, mettre un masque pour pouvoir jouer à l'aise lors de cette manche aller. Cela devrait rassurer un peu Hamdi qui compte énormément sur ce joueur qui pèse dans le groupe. «Ces blessures commencent à nous inquiéter, alors que nous avons tout fait pour les éviter, en optant pour le turn-over lors de nos dernières rencontres», avait souligné Hamdi à la fin de la dernière rencontre de l'équipe face au RCR qui a vu la formation usmiste être stoppée net après une belle série de sept victoires consécutives. Malgré



Le coach Hamdi garde son optimisme

PH. S. D. R.

cela, l'entraîneur des Rouge et Noir demeure optimiste quant aux chances de sa formation de relever le défi pour sa première finale africaine de l'histoire. «Nous allons récupérer certains de nos joueurs blessés à la reprise des entraînements. Nous allons passer maintenant à la concentration maximale

en vue de la finale aller», a assuré le technicien usmiste. Tout n'est pas quand même pas noir pour Hamdi qui devrait récupérer Beldjilali qui s'est rétabli de sa blessure et devrait reprendre sa place dans le groupe.

M. M.

Portugal

Slimani marque son 6^e but

L'INTERNATIONAL algérien, Islam Slimani, a inscrit son sixième but en championnat du Portugal cette saison contribuant dans la large victoire de son équipe Sporting Lisbonne sur le terrain de Benfica (3-0), dimanche soir dans le derby de la capitale portugaise comptant pour la 8^e journée. Slimani (27 ans) réduit à une unité l'écart le séparant du premier du classement des buteurs, le Brésilien de Benfica, Jonas. Grâce à cette victoire, Sporting s'empare seul des commandes du championnat avec 20 points profitant du nul concédé à domicile par FC Porto face à



Braga (0-0). Porto, où évolue l'Algérien Yacine Brahimi, recule à la deuxième place avec 18 points.

Sampdoria de Gênes

L'absence de Mesbah se prolonge



L'INTERNATIONAL algérien, Djamel Mesbah, non encore remis de sa blessure, était absent du match de son équipe, la Sampdoria contre l'Hellas Vérone (4-1), dimanche dans le cadre de la 9^e journée du championnat de Serie A italienne de football. Mesbah, qui est parvenu à

gagner une place de titulaire au sein de son club il y a quelques semaines, a été stoppé dans son élan par une blessure qui l'a contraint à déclarer forfait lors des deux précédentes sorties des siens. Pour la réception de Vérone, le latéral gauche algérien n'a même pas été retenu dans la liste des 18 de l'entraîneur Walter Zenga. Le joueur de 31 ans figure dans la liste préliminaire des 32 joueurs de la sélection algérienne en vue de la double confrontation contre la Tanzanie (14 et 17 novembre) dans le cadre du dernier tour préliminaire des qualifications pour la Coupe du monde de 2018 en Russie. Mesbah, qui a perdu sa place de titulaire chez les Verts au profit de Faouzi Ghoulam (Naples, Italie), n'avait plus été appelé en sélection depuis mars dernier à l'occasion du stage de Doha.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Les 28 et 29 octobre à Tizi-Ouzou

Colloque sur l'œuvre de Kateb Yacine

UN COLLOQUE sur l'œuvre du romancier, dramaturge et poète Kateb Yacine sera organisé les 28 et 29 octobre courant à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, hier, auprès de la direction de la Culture. Ce rendez-vous culturel, placé sous le thème «Kateb Yacine, écrivain aux multiples facettes», sera marqué par des conférences-débats qui seront animées par des universitaires, une exposition sur la vie et l'œuvre de l'auteur de *Nedjma* et un spectacle théâtral, montage de quelques-uns de ses textes, pour la clôture, selon le programme arrêté à cet effet. Parmi les communications programmées, on citera «Des Métamorphoses de l'Ane d'Apulée, à la poudre d'intelligence de Kateb Yacine ou le génie populaire réinventé», qui sera animée par Fatima Malika Boukhelou, docteur en langue et civilisation françaises (université de Tizi-Ouzou), «Nedjma, écriture polyphonique de ruptures ou la rébellion esthétique» par Chebili Ali, enseignant au département de français, «L'amazighité chez Kateb Yacine» par Mohamed Lakhdar Maougal, professeur à l'université d'Alger, «La symbolique de Nedjma» par Tighilt Mohamed Amokrane, dramaturge et enseignant de la langue française (Tizi

Ouzou) et «Le Cercle des représentations : une révolution qui s'annonce» par Aini Bettouche, maître de conférences et doyenne de la Faculté des lettres et des langues (Tizi-Ouzou). Pour la clôture de ce colloque, prévue au théâtre régional Kateb-Yacine, les organisateurs ont programmé une représentation théâtralisée de passages dialogués du «Cadavre encerclé» et d'autres textes de Kateb Yacine qui sera interprétée par des étudiants du département de français de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Kateb Yacine est né le 6 août 1929 à Constantine. Alors qu'il n'avait que 16 ans, il participa à Sétif aux manifestations du 8 mai 1945, réprimées dans le sang par le colonialisme français. Son premier poème «Nedjma ou le poème ou le couteau» publié en 1946, présente déjà son auteur comme un poète exceptionnel ce qui sera confirmé peu de temps plus tard par le célèbre roman «Nedjma». Kateb Yacine est considéré comme l'un des principaux fondateurs de la littérature maghrébine moderne d'expression française et initiateur du renouvellement du théâtre algérien. En 1988, il obtint le prix national des Lettres. L'écrivain meurt des suites d'une longue maladie le 28 octobre 1989.

Racim C.

Tribunal criminel d'Alger

Peine capitale pour l'auteur d'un parricide

LE TRIBUNAL criminel près la cour d'Alger a prononcé la peine capitale contre B. Djaafar (46 ans) qui a reconnu avoir tué son père (73 ans) à coups de couteau à Gué de Constantine (Alger) suite à des conflits familiaux. Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte au 20 juin 2009 à Gué de Constantine (Alger) lorsque l'accusé a asséné neuf coups de poignard à son père pendant son sommeil. Les proches du mis en cause ont reconnu que ce dernier était «violent» et «agressif» et qu'il avait auparavant frappé son père, brûlé sa sœur et poignardé

son frère. Le parquet général avait, auparavant, requis la peine de mort contre l'accusé, précisant que la loi algérienne n'accordait pas d'allègement de peines pour les parricides. L'expertise psychiatrique a démontré que l'accusé jouissait de toutes ses facultés mentales au moment du crime, selon le parquet. Dans son plaidoyer, la défense a demandé de soumettre l'accusé à une expertise psychologique, mais le tribunal a rejeté la demande et prononcé la peine capitale contre le mis en cause.

Kamel L./APS

Libye

Human Rights Watch rend visite à Saadi Kaddafi

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a indiqué hier avoir rencontré Saadi Kaddafi et des responsables des anciennes autorités déchuées en Libye. «Pour la première fois depuis son extradition du Niger en mars 2014», Saadi Kaddafi, jugé pour meurtre en 2005 d'un ancien entraîneur d'Al-Itihad, club de football de Tripoli, et participation à la répression de la révolte en 2011, «a pu s'entretenir (...) avec une ONG des droits de l'Homme», a indiqué HRW dans un communiqué. Une équipe de l'ONG a pu rencontrer, en privé, Saadi Kaddafi le 15 septembre 2015 à la prison d'al-Hadba al-Khadra, à Tripoli. Elle s'est également entretenue avec l'ex-chef de la sécurité Abdallah Senoussi et deux anciens Premiers ministres du régime de Kaddafi, Al-Baghdadi al-Mahmoudi et Abouzeid

Dorda, condamnés à mort en juillet par un tribunal de Tripoli. Saadi Kaddafi a «affirmé être détenu en cellule d'isolement, sans fenêtre mais avec un ventilateur, et n'avoir aucun contact avec les autres détenus», selon le rapport. Depuis le début de son procès en mai 2014, Saadi a comparu à trois reprises devant le tribunal à Tripoli et devrait de nouveau être entendu le 1^{er} novembre. Saadi a indiqué que «les témoins de la défense étaient soumis à d'énormes pressions» et que «ses avocats n'étaient pas présents durant ses interrogatoires», rapporté HRW. En août, une vidéo avait circulé sur les réseaux sociaux montrant Saadi Kaddafi subissant de mauvais traitements de la part de ses geôliers, et HRW avait demandé l'ouverture d'une enquête.

L. M.

TONY BLAIR PRÉSENTE DES EXCUSES POUR L'INVASION DE L'IRAK



Louÿs

Djalou@hotmail.com

Azzaba

Deux terroristes arrêtés

■ Deux terroristes ont été arrêtés au centre-ville d'Azzaba dimanche par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Skikda (5^e Région militaire), a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte anti-terroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Skikda (5^e Région militaire) a arrêté, le 25 octobre 2015, deux terroristes au centre-ville d'Azzaba et a récupéré deux pistolets automatiques et une quantité de munitions», précise le communiqué. De même, «un autre détachement relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou a procédé à la découverte et la destruction de six abris aménagés contenant des subsistances de vivre, des effets de couchage et d'autres objets»,

ajoute la même source. Par ailleurs, «dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et d'In Guezzam (6^e RM) ont appréhendé deux contrebandiers, dix immigrants clandestins et ont

saisi un camion, un véhicule tout-terrain et 170 780 litres de carburants», indique également le communiqué du MDN.

«Au niveau de la 2^e RM, des éléments de la Gendarmerie nationale du secteur opérationnel de Tlemcen ont saisi deux véhicules chargés de 29 quintaux et 46 kilogrammes de cuivre», note la même source, indiquant, en outre, que «des éléments des gardes-frontières ont déjoué une tentative de contrebande d'une quantité de carburant s'élevant à

(5 455) litres». «Au secteur opérationnel de Béchar (3^e RM), des éléments des gardes-frontières ont saisi 21 kilogrammes de kif traité», note la même source.

D'autre part, «au niveau de la 4^e RM, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Djanet et d'El Oued ont intercepté trois contrebandiers, un camion, un véhicule tout-terrain et 7 614 unités de différentes boissons», indique-t-elle.

S. O./APS

Tizi Ouzou

Rapatriement de près de 300 réfugiés nigériens



PH: A. D. R.

QUELQUE 292 ressortissants nigériens ont été rassemblés samedi et dimanche derniers à la salle omnisports «Said-Tazrouit» de la ville de Tizi Ouzou, dans le cadre de l'opération de leur rapatriement initiée par les autorités algériennes à la demande du gouvernement de ce pays frontalier de l'Algérie. Pour les besoins de cette opération, des moyens humains et matériels ont été mobilisés par la wilaya de Tizi Ouzou via la direction locale de l'action sociale, des services de sécurité, les organisations humanitaires, le

Croissant-Rouge algérien (CRA). Après les avoir regroupés durant deux jours, les ressortissants clandestins nigériens ont été conduits dans un convoi composé de 8 bus et trois camions chargés de denrées alimentaires et autres matériels dont ils auront besoin dans leur vie quotidienne dans le pays. Le convoi humanitaire a pris le départ hier matin vers Tamanrasset où seront regroupés tous les réfugiés nigériens se trouvant sur le sol algérien avant d'être reconduits dans leur pays.

Hamid M.